



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Conservation Régionale
des Monuments Historiques**

Direction régionale des affaires culturelles

Marché de fournitures courantes et services

**CATHÉDRALE SAINT-PIERRE ET SAINT-PAUL – NANTES – RESTAURATION DU MASSIF
OCCIDENTAL
FOUILLE ARCHEOLOGIQUE EXECUTEE PAR L'ETAT**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

POUVOIR ADJUDICATEUR : ETAT, MINISTERE DE LA CULTURE

REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR : MME LA DIRECTRICE REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES

REFERENCE PLACE : 44ACMO_KT

DECEMBRE 2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	2
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	2
2.1 - Pièces particulières :	2
2.2 - Pièces générales :	2
ARTICLE 3 – TRANCHES OPTIONNELLES	3
Sans objet.....	3
ARTICLE 4 - PRIX	3
ARTICLE 5 - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	3
5.1 - Avance.....	3
5.2 – Modalités de règlement des acomptes :	3
5.3 Intérêts moratoires	4
5.4 - Délais – pénalités pour retard	4
ARTICLE 6 – MODALITÉS D'EXECUTION DU MARCHÉ	4
6.1 – Assurances et responsabilité.....	4
6.2 – Identification du personnel.....	5
6.3 – Mesures de sécurité et de sûreté.....	5
6.4 – Accès au site	5
6.5 – Obligation de discrétion	5
7 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET ARTISTIQUE	5
ARTICLE 8 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE.....	6
ARTICLE 9 – LANGUE	6
ARTICLE 10 – PRESTATIONS SIMILAIRES.....	6
ARTICLE 11 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	6
ARTICLE 12 - ACHEVEMENT DE LA MISSION.....	6
ARTICLE 13 - DEROGATIONS AU CCAG-PI	7

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) s'applique au marché de fournitures courantes et services pour la réalisation de la fouille archéologique exécutée par l'Etat dans le cadre de la restauration du massif occidental de la cathédrale Saint-Pierre et Saint-Paul de NANTES (44).

La cathédrale est classée au titre des monuments historiques et est propriété de l'Etat.

Les travaux se déroulent en site fermé au public. La cathédrale est ouverte mais l'emprise du chantier de restauration du massif occidental est interdite au public, délimitée à l'extérieur par une base vie et à l'intérieur par un échafaudage fermé par une bâche thermoformée.

Le pouvoir adjudicateur est la directrice régionale des affaires culturelles des Pays de la Loire.

Le présent marché est un marché de services.

L'exécution de la prestation est envisagée pour le mois de mars 2026.

Le délai d'exécution du marché est fixé à 26 mois dont 24 mois pour la rédaction du rapport final.

Le marché prend effet à la date de sa notification qui vaut démarrage de la prestation.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissant :

2.1 - Pièces particulières :

- 1 - l'acte d'engagement (AE) et ses 2 annexes :
 - . annexe 1 : demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance,
 - . annexe 2 : mémoire technique fourni par le titulaire à l'appui de son offre
- 2 - le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- 3 - le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

2.2 - Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix soit MARS 2026

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

ARTICLE 3 – TRANCHES OPTIONNELLES

Sans objet

ARTICLE 4 - PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les frais généraux et d'assurances, impôts, taxes, marge pour risques et bénéfices, les frais de repas, de transport et d'hébergement

Le marché est traité à prix global et forfaitaire

Les prix du marché sont fermes.

Le mois zéro du marché est mars 2026.

ARTICLE 5 - REGLEMENT DES COMPTES

5.1 - Avance

Une avance peut être versée dans les conditions fixées par l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai d'un mois à partir de la date à laquelle commence à courir le délai d'exécution.

L'avance n'est ni actualisable, ni révisable.

Le titulaire indiquera, dans l'acte d'engagement, s'il refuse ou non le versement de cette avance

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes, révision exclue, présentées par le titulaire, atteindra ou dépassera 60 % du montant initial (TTC) du marché ou de la tranche. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant initial (TTC) du marché ou de la tranche. Son montant ne sera ni révisé, ni actualisé.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils ont la charge est au moins égal au seuil fixé par le Code des marchés publics pour le versement de l'avance, soit 50 000 Euros HT Par ailleurs, les prestations doivent s'exercer sur une durée supérieure à deux mois.

Les avances versées aux sous-traitants viennent en déduction de l'avance versée au titulaire.

5.2 – Modalités de règlement des acomptes :

Les acomptes ne doivent comporter aucune condition générale de vente. Ils sont établis au nom du pouvoir adjudicateur.

Le paiement est effectué sur facture émise par le titulaire et après l'attestation et la certification du service fait par le pouvoir adjudicateur.

Les paiements seront effectués par virement bancaire au compte du titulaire.

Les demandes d'acompte devront comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du marché
- le numéro d'EJ du marché
- la date et le numéro de l'acompte
- la dénomination et l'adresse du titulaire
- le numéro de SIRET du titulaire
- la référence d'inscription au répertoire du commerce et au répertoire des métiers
- les références du compte bancaire mentionné dans l'acte d'engagement
- le détail des prestations exécutées
- les montants hors TVA et TTC
- le taux et le montant de la TVA

En cas de sous-traitance, ou de groupement conjoint, la facture est établie selon la nature des prestations exécutées par le sous-traitant.

Le titulaire joint à la demande d'acompte une copie des bons d'admission ou documents d'approbations des prestations réalisées.

IMPÉRATIF :-

La facture doit obligatoirement - mentionner le numéro d'engagement juridique (EJ) et être expédiée à l'adresse suivante :

Dépôt sur le portail CHORUS-PRO : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Service exécutant : CGF0000044

5.3 Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires est le taux BCE en vigueur majoré de 8 points auquel s'ajoute une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement.

5.4 - Délais – pénalités pour retard

Le délai d'exécution global des prestations est fixé dans l'acte d'engagement.
Il commence à compter de la notification du marché.

Les pénalités s'appliquent selon les modalités de l'article 14.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

6.1 – Assurances et responsabilité

Le titulaire est responsable en totalité des dommages et accidents, de quelque nature que ce soit, à l'égard des biens et des personnes, causés par la conduite de ses missions ou les modalités de leur exécution.

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit avoir souscrit une assurance couvrant l'ensemble des risques encourus au titre des prestations à réaliser et dont il pourrait être déclaré

responsable. Les garanties souscrites devront être suffisantes eu égard à l'ampleur des prestations ; elles doivent être sans limites pour les dommages corporels.

Le titulaire se charge des franchises éventuellement prévues dans les contrats d'assurances souscrits par lui.

Dans le délai de VINGT (20) jours à compter de la notification du présent marché et chaque année à la date anniversaire de cette notification, le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur l'attestation d'assurance.

6.2 – Identification du personnel

Tous les agents intervenant pour le titulaire dans les lieux concernés par les prestations, y compris le personnel d'encadrement et les éventuels sous-traitants, doivent être identifiés.

6.3 – Mesures de sécurité et de sûreté

Les agents amenés à intervenir devront se conformer aux mesures de sûreté et de sécurité propres à chaque site.

Le responsable de site remettra au titulaire les consignes à respecter et conditions d'accès.

6.4 – Accès au site et utilisation de la base vie

La prestation se déroule sur le chantier de restauration du massif occidental de la cathédrale de Nantes.

L'accès se fait par la base vie de chantier, sise Place Saint-Pierre.

L'entreprise sera invitée à se rapprocher de l'entreprise Lefevre, titulaire du lot « maçonnerie taille de pierre » de l'opération de restauration du massif occidental, responsable des installations de chantier. Un code d'accès lui sera fourni.

6.5 – Obligation de discrétion

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa mission.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

7 – PROPRIETE INTELLECTUELLE ET ARTISTIQUE

Toutes les données et documents issus des prestations du présent marché sont intégralement remis à l'État et resteront la propriété exclusive du Ministère de la Culture, qui les utilisera comme il l'entendra.

Le Titulaire cède donc à titre exclusif au Ministère de la Culture la totalité des droits (droit de représentation, droit de reproduction et droit d'adaptation).

Le Titulaire s'engage à n'utiliser en aucun cas, directement comme indirectement, toutes les données et documents issus de son travail dans le cadre de l'exécution du présent marché, et à ne les communiquer en aucune circonstance à un tiers, sans l'accord écrit préalable du ministère de la culture.

Le Ministère de la Culture se réserve l'exclusivité de l'utilisation de ces données et documents, à titre gratuit ou onéreux, en France et à l'étranger.

Le titulaire de la présente mission s'engage au respect du secret professionnel pour tout ce qui se rapporte aux renseignements et aux documents confiés à l'occasion de la prestation.

ARTICLE 8 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE

Durant la période de validité du marché, le prestataire est tenu de communiquer au pouvoir adjudicateur tout acte modifiant ou complétant les statuts de sa société.

S'il néglige de se conformer à cette obligation, la personne publique ne saurait être tenue responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs du marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le pouvoir adjudicateur n'aurait pas été informé.

ARTICLE 9 – LANGUE

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en français.

Toutes les communications écrites ou orales entre le titulaire ou ses représentants avec le pouvoir adjudicateurs, responsables de sites, affectataires ou leurs représentants, se feront en langue française.

ARTICLE 10 – PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un ou des marché(s) négocié(s) sans publicité ni mise en concurrence conformément à l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique portant sur la réalisation de prestations similaires à celles confiées au(x) titulaire(s).

ARTICLE 11 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas d'inexécution des prestations, après une mise en demeure dûment notifiée au titulaire par le pouvoir adjudicateur de se conformer aux dispositions du marché dans un délai minimum de 15 jours, le maître d'ouvrage constatant l'absence de réponse du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire

ARTICLE 12 - ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du titulaire s'achève à la remise du rapport de fouilles.

L'achèvement de la mission du titulaire fait l'objet d'une décision établie sur sa demande par le représentant du pouvoir adjudicateur constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

ARTICLE 13 - DEROGATIONS AU CCAG-PI
--

Article du CCAG	Intitulé	Article du CCAP
4,1	Ordre de priorité	2